



CSE Central des 5 et 6 juillet 2022

Déclaration de l'intersyndicale

Mardi 28 juin, les salariés de l'audiovisuel public étaient en grève. Ils étaient nombreux à répondre présent à l'appel des organisations syndicales : à Saint Pierre et Miquelon et à Nouméa, à Antibes, Lille, Strasbourg, Brest ou en Corse, à France info, dans les services du siège, partout, les salariés de France Télévisions ont exprimé, ensemble, leurs inquiétudes, leurs revendications, suite à l'annonce de la suppression de la redevance. Une mobilisation à la hauteur de l'enjeu avec de fortes perturbations sur les antennes radio et les chaînes de télévision et une manifestation jusqu'aux abords de l'Assemblée Nationale.

Car c'est de l'avenir de notre entreprise et de ses salariés dont il s'agit.

Pourquoi, alors, la direction a-t-elle fait le forcing pour que la diffusion des éditions nationales soit assurée par un prestataire, brisant ainsi le mouvement de grève suivi par les salariés du CDE ? Pourquoi, alors, avoir planifié systématiquement en repos, ce mardi 28 juin, les équipes de tournage de Vendargues, les empêchant ainsi de se joindre au mouvement ? Des excès de zèle, qui contribuent à installer la méfiance, la défiance des salariés envers la direction et ses exécutants.

Comment l'audiovisuel public sera-t-il financé demain ? Comment sera garantie son indépendance face aux pressions politiques et économiques ? Comment pourrions-nous travailler, au service de nos publics, et dans de bonnes conditions ? Comment garantir la pérennité de notre outil de travail, de nos emplois, l'avenir de nos jeunes collègues, de notre entreprise ?

Parce que nous sommes inquiets, nous, organisations syndicales, avons lancé un grand mouvement intersyndical, au-delà de nos divergences et de nos différences.

Mais vous, Présidente de France Télévisions, comment défendez-vous cette entreprise, au-delà de vos prises de positions pour une fusion du réseau régional avec France Bleu, dont nous ne savons pas s'il s'agit de provocation ou d'opportunisme ? A contrecourant de votre homologue de Radio-France, ancienne camarade de promo de Macron, qui, elle, manifeste publiquement son opposition.

L'intersyndicale de l'Audiovisuel Public a bien compris que c'est à l'Élysée que les choses sont verrouillées et nous nous battons pour imposer un débat de fond. La supercherie de ce soi-disant gain de pouvoir d'achat à crédit sur le budget de l'État mérite d'être démontée. Car nous pensons que malgré toutes les promesses et assurances du pouvoir, le véritable but de cette fausse opération est d'affaiblir l'Audiovisuel Public, de le réduire voire de le détruire.

Nous ne voulons pas devenir la « télé-préfecture », une télévision d'État aux ordres, exsangue, soumise aux pressions de toutes sortes. Nous ne voulons pas de stratégies à court terme, pour faire plaisir au pouvoir, pensées par des courtisans pour lesquels les téléspectateurs ne sont que des électeurs. Nous ne voulons

pas transformer notre entreprise avec pour seuls objectifs les économies, les synergies, les mutualisations, les suppressions d'emploi, au détriment de la qualité de ce que nous fabriquons et de nos savoir-faire.

Nous sommes la richesse de France Télévisions, et nous voulons être fiers d'y travailler. Pour fabriquer des programmes de qualité, une information indépendante, avec des salariés épanouis et reconnus pour leurs compétences, au service de tous les publics. Parce que France Télévisions est un joyau qu'il faut chérir, et pas « la honte de la République ».

Et parce que l'audiovisuel public ne s'arrête pas aux seules missions exercées par ses salariés, n'oublions pas que France TV contribue à faire vivre également de multiples activités dans notre secteur culturel : dans le monde de la production mais aussi dans celui du spectacle vivant, du théâtre, du cinéma...

Toucher à ces équilibres serait donc extrêmement dangereux non seulement économiquement mais aussi politiquement et socialement. Face à ces enjeux, l'hypothèse d'une garantie de financement pluriannuel ne suffit pas : il y a nécessité de mettre en place une taxe affectée, et ne touchant pas que les seuls détenteurs de téléviseurs.

Et, comme vous le disiez vous-même en janvier dernier, Madame la Présidente, dans un pays où l'audiovisuel public est faible, la démocratie est en mauvaise santé ».

Aujourd'hui, partout dans l'entreprise après une décennie d'économies drastiques, les inquiétudes sont fortes, la foi en l'avenir est en berne. A la Fabrique ou à la rédaction nationale, en région ou en outre-mer. La crise de confiance est ouverte. La balle est désormais dans le camp de la direction.

Paris, le 5 juillet 2022



 [Signez la pétition](#)